

Il faut reconnaître que tout passage d'un taux de change fixe à un taux de change flottant pose d'autres problèmes; en certains cas, lorsque des pressions extraordinaires s'exerceront sur le régime monétaire, des mesures auxiliaires, par exemple, des contrôles sélectifs du change, s'imposeront. Il faut aussi envisager la concentration de pouvoirs économiques et financiers considérables entre les mains de sociétés dont le siège social est aux États-Unis. C'est une des conséquences du régime des succursales, avec lequel nous sommes aux prises aujourd'hui. En réalité, les décisions des sociétés qui sont sans rapport avec le bien du pays pourraient en bien des cas contribuer à un état de crise. La mesure dont nous sommes présentement saisis n'est qu'un pas dans une voie longue et difficile. Le gouvernement du Canada devra montrer plus de détermination et plus de fermeté en cherchant une solution durable aux difficultés monétaires.

● (9.00 p.m.)

[Français]

**M. Caouette:** Monsieur le président, la résolution présentement à l'étude me rappelle singulièrement l'attitude des créditistes qui siégeaient en cette enceinte il y a 22, 23 ou 24 ans, lors des premiers accords de Bretton Woods. A ce moment-là, le député de Lethbridge, M. Blackmore, prévenait le Parlement canadien des conséquences des accords de Bretton Woods et, aujourd'hui, nous en arrivons exactement aux conséquences et aux résultats prédits, il y a 24 ans, par des créditistes qui siégeaient à peu près dans le même coin de la Chambre.

A ce moment-là, monsieur le président, le premier ministre, le très honorable Mackenzie King et les députés ministériels trouvaient les propos créditistes un peu fous, un peu stupides, mais examinons la crise monétaire mondiale, aujourd'hui. Est-ce que tous les pays n'ont pas l'air d'un groupe de gens stupides aux prises avec un système de chiffres avec lequel ils ne peuvent pas s'accorder, qu'ils ne peuvent pas assimiler ou accepter, selon les possibilités physiques que tous les pays ont de développer ou de faire des échanges entre eux.

On est présentement aux prises avec le même système, et les créditistes prédisaient pourtant les conséquences de la situation dans laquelle nous sommes, il y a 24 ans. A ce moment-là, on se permettait de rire des créditistes. On leur disait quel fiasco attendait les nations du monde qui concluaient des ententes à Bretton Woods.

[M. Burton.]

On pouvait lire dans *Le Soleil* du 27 novembre—il y a quatre jours—et je cite:

L'avenir de la monnaie reste sombre

Message des Français, du général de Gaulle, à l'effet que le système financier fait défaut. Aurons-nous besoin d'une réforme monétaire internationale? On n'a même pas le cœur d'effectuer une réforme monétaire nationale et l'on est rendu aujourd'hui à reconnaître la nécessité d'une réforme monétaire internationale.

Monsieur le président, à l'occasion de l'étude de cette résolution présentée par l'honorable ministre des Finances (M. Benson), je suis heureux, au nom du Ralliement créditiste, de faire part à la Chambre de ce que nous pensons de ce nouvel arrangement au sein du Fonds monétaire international, en vue de créer de nouveaux instruments de réserve qui complèteraient l'or. Il y a 24 ans, c'était l'or, rien autre chose que l'or, qui devait servir de base à la finance internationale ou au Fonds monétaire international. Nous avons déjà connu, dans le champ national, le fameux étalon-or comme garantie des billets de banque canadiens—qu'il s'agisse des billets émis par les banques à charte, à ce moment-là, ou par la Banque du Canada depuis—et nous pensions qu'il fallait absolument de l'or pour donner de la valeur à notre dollar canadien.

Or le 1<sup>er</sup> mai 1940, pour notre participation à la guerre, pour pouvoir vêtir nos jeunes Canadiens et les envoyer au massacre international, on a enlevé l'étalon-or, la garantie-or des billets de banque canadiens. Il n'y avait pas suffisamment d'or pour les crédits dont nous avions besoin pour donner de l'expansion à notre participation à la guerre mondiale. On a fait disparaître la réserve d'or garantissant les billets de banque du Canada.

Monsieur le président, on demande actuellement, pour le Fonds monétaire international, de nouveaux instruments de réserve pour compléter la réserve d'or, parce qu'on n'a plus suffisamment d'or. Certains pays n'ont pas d'or, d'autres sont censés en avoir trop et d'autres en ont suffisamment.

Prenons l'exemple de la France, qui s'oppose à la disparition de l'or comme garantie monétaire, parce que, dit-on, la France a de l'or en très grande quantité. L'an dernier, lors de la dévaluation de la livre sterling, lorsque le gouvernement anglais a été obligé d'imposer des restrictions monstrueuses à sa population, nos financiers internationaux et nationaux vantaient la France en disant qu'elle avait un système monétaire solide, qu'elle ne